

La caisse maladie publique sera soumise au peuple sans contre-projet

Berne, le 20 septembre 2013

Communiqué

La caisse maladie publique sera soumise au peuple sans contre-projet

Non à une caisse unique, améliorons le système actuel !

Le PLR salue la décision du Conseil fédéral de rejeter l'initiative pour une caisse unique et de la soumettre au peuple sans contre-projet. Le PLR rappelle que la compensation des risques est déjà en traitement au Parlement et critique la séparation stricte de l'assurance de base et de la complémentaire qui est une manœuvre détournée pour instaurer une caisse unique. Le PLR s'engage pour améliorer le système de santé actuel et combat toute tentative de nationaliser les caisses maladies publiques.

Le message du Conseil fédéral est clair, il est contre un monopole dans le modèle d'assurance-maladie sociale et il reconnaît que le système actuel fonctionne bien et doit être maintenu. Le PLR soutient cette déclaration, il est convaincu que la concurrence et la transparence sont les apanages d'un système de santé efficient et innovant comprenant des services médicaux de haute qualité. La Caisse unique est une fausse solution qui ne fera pas baisser les primes mais élimine la liberté de choix des assurés.

La révision de la loi est inutile

Le PLR doit nuancer son enthousiasme puisque le Conseil fédéral prévoit une révision inutile de la LAMal. Premièrement, un affinement de la compensation des risques demandée par le PLR ([Cassis 12.446](#)) est quasiment traité par le Parlement. La révision proposée par le Conseil fédéral ne crée que de la confusion et la redondance.

Deuxièmement, la révision vise à séparer de manière stricte l'assurance de base et l'assurance complémentaire. Cette proposition est inutile puisqu'un assuré qui souhaite faire cette séparation peut déjà le faire aujourd'hui. Le PLR s'oppose à une imposition systématique de la séparation de l'assurance obligatoire et complémentaire.

Une caisse unique déguisée

C'est une manière détournée d'introduire la caisse unique. Tout d'abord, la séparation mettrait un terme à toutes les synergies possibles pour les différentes caisses maladies aujourd'hui, ce qui impliquerait une bureaucratie inutile et ferait augmenter les coûts des primes. Sans synergies entre les deux types d'assurances, il n'y a plus aucune incitation à proposer l'assurance obligatoire. L'objectif est donc clair : la séparation veut chasser les assureurs du marché de l'assurance obligatoire pour introduire la caisse unique par la petite porte. Progressivement, la liberté de choix des assurés serait toujours plus limitée et le

La caisse maladie publique sera soumise au peuple sans contre-projet

résultat serait une nationalisation des assurances maladies.

Le PLR combat toute tentative de mettre en place la caisse maladie publique. Il défend une amélioration du système actuel avec plus de transparence dans le cadre de la LAMal – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

• Isabelle Moret, vice-présidente, 079 332 08 23

• Ignazio Cassis, conseiller national, 079 318 20 30

• Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

• Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48